

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Renseignements particuliers
Opposition officielle

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements		Page
P.1	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer : a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	4
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.	5
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024 ; f) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	6
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.	7
P.15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.	8
P.33	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	9

Demande de renseignements		Page
P.56	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a) le nom et l'adresse du professionnel ; b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ; c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ; d) les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié ; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ; f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	10
P.57	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2023-2024.	11

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 29 février 2024.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements		Page
P.1	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer : a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	4
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.	5
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024 ; f) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	6
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.	7
P.15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.	8
P.33	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	9

Demande de renseignements		Page
P.56	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a) le nom et l'adresse du professionnel ; b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ; c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ; d) les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié ; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ; f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	10
P.57	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2023-2024.	11

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 29 février 2024.

Renseignements particuliers – Opposition officielle		Étude des crédits 2024-2025
Question 1		Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Les dépenses relatives à l'informatique et aux technologies de l'information sont prises en charge par le ministère de la Justice.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Question 2

- Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer :
- a. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
 - d. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ;
 - e. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

A. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration

Le conseil n'a pas de conseil d'administration. Il s'agit d'un conseil de gouvernance pour lequel les membres sont nommés par le gouvernement suivant la *Loi sur la justice administrative* (article 168). Le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires du conseil (article 171.1).

M. René Côté, président du conseil, nommé pour un premier mandat le 30 juin 2020, désigné président le jour même et renouvelé le 13 septembre 2023;
M^e Sonia Boisclair, membre nommé pour un premier mandat le 20 décembre 2023;
M^e Sylvain Bourassa, membre d'office depuis le 22 juin 2020;
M^e Julie Charbonneau, membre nommée pour un premier mandat le 4 septembre 2019 et renouvelée le 15 mars 2023;
M^e Jacques David, membre nommé pour un premier mandat le 16 février 2022;
M^e Chantal Denommée, membre nommée pour un premier mandat le 16 février 2022;
M^{me} Manon Dufresne, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
M^e Daniel Y. Lord, membre d'office depuis le 27 septembre 2023;
M^e Cassandre Louis, membre nommé pour un premier mandat le 8 mars 2023;
M^e Mélanie Marois, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
M^e Nicole Martineau, membre d'office, depuis le 14 octobre 2020;
M^e Lucie Nadeau, membre d'office depuis le 8 avril 2019;
M^e Gilles Ouimet, membre nommé pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
M^{me} Isabelle Plante, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020;
M. Stéphane Paquin, membre nommé pour un premier mandat le 25 mai 2022;
M^{me} Adriane Porcin, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
M^e Patrick Simard, membre d'office depuis le 27 septembre 2017.

B. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération

M. René Côté, président du conseil, dont le mandat a été renouvelé le 13 septembre 2023;
M^e Julie Charbonneau, dont le mandat a été renouvelé le 15 mars 2023;
M^e Mélanie Marois, dont le mandat a été renouvelé le 21 février 2024;
M^{me} Adriane Porcin, dont le mandat a été renouvelé le 21 février 2024.

C. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M ^e Sonia Boisclair	Membre	20 déc. 2023	20 déc. 2026	N/A
M ^e Daniel Y. Lord	Membre	27 sept 2023	---	N/A

D. La liste des personnes ayant démissionné de leur poste

M^{me} Lucie Lafontaine 4 février 2024

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – Opposition officielle Étude des crédits 2024-2025

Question 2	Suite
------------	-------

E. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
M. René Côté	Président	1 415,62 \$	183,15 \$	79,89 \$
M ^{me} Manon Dufresne	Membre	613,32 \$	99,00 \$	0 \$
M ^e Cassandrae Louis	Membre	303,65 \$	46,75 \$	0 \$
M ^e Gilles Ouimet	Membre	263,93 \$	46,70 \$	0 \$
M. Stéphane Paquin	Membre	560,29 \$	78,20 \$	0 \$
M ^{me} Isabelle Plante	Membre	1551,13 \$	218,80 \$	0 \$
M ^{me} Adriane Porcin	Membre	554,29 \$	78,20 \$	0 \$

Renseignements particuliers – Opposition officielle		Étude des crédits 2024-2025
Question 6		Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

Les données se retrouvent, le cas échéant, au plan directeur du ministère de la Justice.

Question 7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l’achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.
------------	---

Aucun

Question 9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a. le mandat; b. les membres; c. le budget; d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e. le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024; f. les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
-------------------	--

Aucun

Question 11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.
------------------------	---

Aucune

Question 15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.
------------------------	--

Aucun

Question 33	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.
-------------	---

PLAINTES DÉPOSÉES AU CONSEIL DEPUIS SA CRÉATION	1896
---	------

Question 56	Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a. le nom et l'adresse du professionnel; b. la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c. le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d. les prévisions des coûts pour 2024-2025 et pour l'ensemble du mandat confié; e. le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f. une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.
------------------------	---

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> . De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de l'organisme. <https://www.cja.gouv.qc.ca/fr/diffusion-information.html> .

Question 57	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d’avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2023-2024.
-------------	---

Aucun.

